

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
(Convocation du 23 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président

**OBJET : Foncier - Projet de déménagement et d'acquisition de locaux pour le siège de l'Institution Adour****Exposé des motifs :**

Depuis février 2018, les locaux du siège de l'Institution Adour ont été transférés du 15 rue Victor Hugo au 38 rue Victor Hugo dans des locaux plus grands échangés et mis à disposition par le conseil départemental des Landes. L'objectif dès cette époque visait à disposer d'une superficie de bureaux supérieure afin d'être en capacité d'accueillir l'ensemble des équipes de l'EPTB situées sur Mont de Marsan. Pour rappel, certains personnels de l'Institution Adour sont situés dans des locaux loués au conseil départemental à Bayonne, à l'université de Pau et des pays de l'Adour ou bien à la maison de l'eau à Jû Belloc.

Les nouveaux locaux (550m² répartis sur 3 étages) se sont très rapidement avérés non seulement trop exigües, malgré les 150 mètres carrés supplémentaires, mais aussi vétustes. Après étude comparative entre réhabilitation transformation et déménagement dans des locaux neufs, les coûts et des délais prévisionnels d'une telle opération ont conclu à la solution préférentielle d'un déménagement dans des locaux neufs, plutôt qu'une rénovation des locaux actuels avec tous les imprévus inhérents à un chantier en secteur protégé.

Aussi, un projet d'acquisition de deux plateaux à construire sur le site d'Agrolandes, à Haut-Mauco, en périphérie de Mont de Marsan est à l'étude, pour une superficie prévisionnelle de 800 m² répartie sur deux plateaux et dont la livraison est programmée pour la fin mars 2025.

Le coût définitif de l'opération, le calage des modalités et le plan de financement prévisionnel sont actuellement en cours de finalisation. L'acquisition pourrait se faire sur la base d'un coût de construction de 1 700.000 € HT hors équipement mobilier.

A ce stade, il convient aujourd'hui de prendre rang auprès d'Agrolandes pour envisager le montage d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA). Dans le même temps, le plan de financement de l'opération doit être finalisé avec en atténuation, la cession des locaux du rez-de-chaussée, ainsi que les subventions de l'AEAG.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE**Article 1**

- d'autoriser le président à négocier un contrat de réservation avec la société d'aménagement des territoires et d'équipement des Landes (SATEL) pour des locaux de 800m² situés sur le complexe d'Agrolandes à Haut-Mauco,
- d'autoriser le président à négocier la cession des locaux de l'Institution Adour situés au 38 rue Victor Hugo ainsi que procéder à la recherche de financements en vue de finaliser le plan de financement de cette opération,
- d'autoriser le président à négocier un projet de contrat de vente future en l'état d'achèvement qui sera soumise à l'approbation des instances dans le cadre du budget 2024,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.

Envoyé en préfecture le 07/12/2023

Reçu en préfecture le 07/12/2023

Publié le 08/12/2023

ID : 040-254002264-20231130-231130H1970H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.